

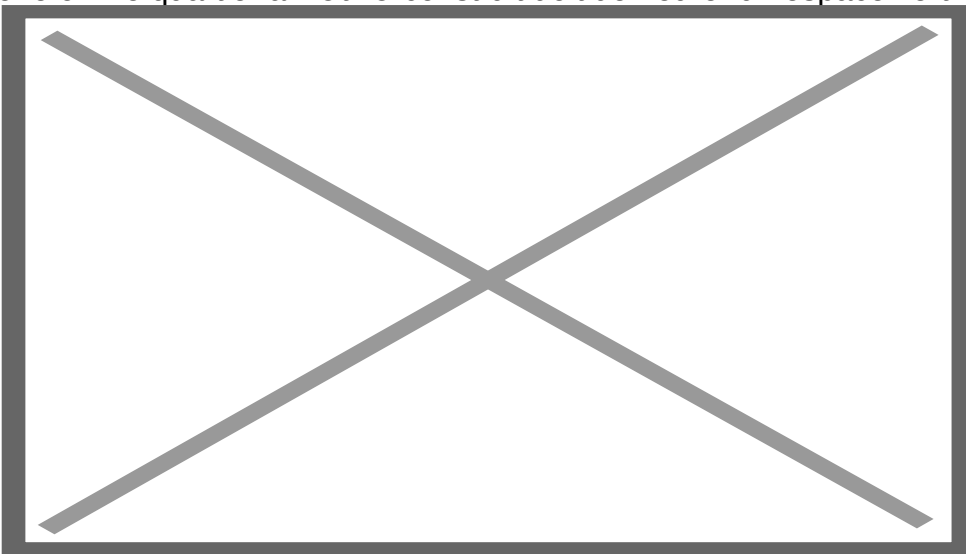
Maintenir une majorité juive : la municipalité de Jérusalem doit démolir tout un quartier, laissant 550 personnes sans toit

Description

Wadi Yasul est un quartier palestinien de Jérusalem-Est. Il est situé entre les quartiers d'Abu Tur et de Silwan et est adjacent à la Forêt de la Paix. Selon les données de l'OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires aux Nations Unies), près de 500 personnes vivent dans ce quartier. La municipalité de Jérusalem a lancé des ordres de démolition de toutes les maisons du quartier, et toutes les familles qui y vivent sont donc menacées d'expulsion. Fin avril, la ville a déjà démolé deux de ces maisons et déplacé deux des familles.

Les résidents de Wadi Yasul ont construit leur quartier près d'une forêt, elle-même située sur des terres privées dont les propriétaires palestiniens ont été expropriés en 1970. En 1977, la municipalité de Jérusalem a déclaré la forêt, et la zone où Wadi Yasul a été établi plus tard, espaces verts, où il est interdit de construire.

En 2004, les résidents du quartier ont soumis un plan d'extension au Comité de planification et de construction de district pour obtenir une autorisation rétroactive de leurs maisons. Le comité a rejeté le plan en 2008, mentionnant son incompatibilité avec le Projet de plan 2000, qui indique que la zone où le quartier a été construit doit demeurer un espace vert.



Une rue de Wadi Yasul. A gauche, une tente dressée sur les ruines de la maison de Burqan. Photo : par Amer à Aruri, Bâ-Tselem, 19 mai 2019

En même temps, la municipalité et le FNJ (Fonds national juif) à l'organisation qui gère la forêt à l'organisation de colons El-Ad son approbation pour qu'elle poursuive ses

projets de campings collectifs, dont la construction de la plus longue tyrolienne de loisir en Israël. Quelques-unes des installations ont déjà été construites dans la forêt, sans permis de construire. Alors que la ville a émis des ordres de démolition contre elles, elle ne les a pas fait suivre d'effet.

Par contraste, pendant la dernière décennie, la ville a lancé des poursuites contre tous les propriétaires de maisons de Wadi Yasul auprès du tribunal des Affaires locales. Le tribunal a ensuite émis des ordres de démolition pour toutes les maisons et a imposé de lourdes amendes, des dizaines de milliers de shekels (i. e. des milliers d'euros) pour chaque famille. Trois des familles ont fait appel de ces décisions au tribunal de district. Les appels ont été rejetés en avril sous le motif qu'« il n'y avait pas de perspectives de planification claire et à court terme » pour l'approbation d'un plan qui autoriserait les maisons des requérants ou d'autres maisons du voisinage. Un appel que les familles ont déposé à la Cour suprême a aussi été rejeté. Fin avril, 47 autres familles ont déposé une motion au tribunal de district demandant une injonction provisoire à surseoir à l'exécution des ordres de démolition. La décision de la cour est encore en attente. Par conséquent, toutes les maisons du quartier sont toujours sous une menace imminente de destruction.

Depuis 1967, la politique de planification à Jérusalem a été destinée à établir et maintenir une majorité démographique juive dans la ville. Selon cette politique, il est presque impossible d'obtenir un permis de construire dans des quartiers palestiniens. Les plans cadre préparés par la ville pour ces quartiers sont largement destinés à restreindre et à limiter les opportunités de construction dans des quartiers palestiniens. Une manière de faire est de désigner de vastes zones comme espaces verts, barrant ainsi aux Palestiniens la possibilité d'y construire. La pénurie de maisons qui en résulte force les habitants palestiniens à construire sans permis. Vers 2000, la ville a estimé que près de 20000 unités d'habitation ont été construites sans permis à Jérusalem-Est. Cette estimation a été faite avant que la Barrière de séparation ne coupe Kafr Aqab et le camp de réfugiés de Shu'fat de la ville. Depuis, de nombreux gratte-ciel ont été construits dans cette zone.

Les juges qui ont examiné les appels déposés par les habitants contre les ordres de démolition émis sur les maisons ont choisi de suivre les pas de tous les tribunaux israéliens antérieurs. Ils ont choisi d'ignorer cette politique, appliquée ouvertement depuis plus de cinquante ans. À la place, ils se sont focalisés uniquement sur la question de savoir si les habitants avaient ou non des permis de construire. Le juge du tribunal de district Chana Miriam Lomp a déclaré que « les habitants n'ont qu'eux-mêmes à blamer », étant donné qu'ils ont choisi de construire sans permis et n'ont pas attendu que les conditions de planification changent. Le juge de la Cour suprême Yosef Elron a refusé de prendre en compte les arguments des résidents concernant la discrimination dans la planification et le fait que la municipalité de Jérusalem a vite décliné la promotion de promouvoir un plan qui régulerait la construction dans la zone, en disant qu'ils ne sont pas pertinents « pour une audition dans une procédure criminelle ».

Le 30 avril 2019, la ville a démolit deux maisons et deux entrepôts dans Wadi Yasul, laissant sans toit 11 personnes, dont 7 mineurs.

La maison d'Anas Burqan, un des premiers résidents du quartier, a été démolie par la ville le 30 avril 2019. Pendant la démolition, les officiers de police ont tiré sur lui des

cartouches Ã tÃ¢te spongieuse (qui ne lâ??ont pas pÃ©nÃ©trÃ©), lâ??ont battu et lâ??ont arrÃ©tÃ©. Burqan, 31 ans, ouvrier dans le bÃ¢timent, est mariÃ© et a quatre enfants, agÃ©s de un Ã neuf ans. Il a parlÃ© de la dÃ©molition dans un tÃ©moignage donnÃ© le 8 mai 2019 Ã â??Amer â??Aruri, chercheur de terrain de Bâ??Tselem :



Anas Burqan. Photo dâ??â??Amer â??Aruri, Bâ??Tselem, 5 juin 2019

Ã« Ma famille vient Ã lâ??origine de la Vieille Ville. Mon pÃ¨re a bÃ¢ti la maison de Wadi Yasul en 1992. Elle avait deux piÃ©ces, une salle de bains et une cuisine et un toit en tÃ¢le ondulÃ©e. Il lâ??a construite sur un terrain dâ??environ 2, 5 dounams [1 dounam actuel = 1000 m²] quâ??il avait achetÃ©. Mon pÃ¨re Ã©levait des abeilles en guise de hobby, câ??est pourquoi il voulait dÃ©mÃ©nager Ã Wadi Yasul oÃ¹ il pouvait avoir de lâ??air frais et Ã©chapper aux encombrements de la ville, jouir du paysage et Ã©couter les oiseaux gazouiller. En 1996, mon frÃ¨re Qusai a construit une autre maison, Ã cÃ¢tÃ© de celle bÃ¢tie par mon pÃ¨re.

Dans les annÃ©es 1990, il nâ??y avait pas dâ??autres maisons Ã proximitÃ© et les gens se sont moquÃ©s de nous Ã cause de notre choix de vivre dans une zone isolÃ©e, oÃ¹ il nâ??y avait ni eau courante, ni Ã©lectricitÃ©. Mais mon pÃ¨re, qui travaillait comme balayeur pour la ville, sâ??est arrangÃ© pour connecter la maison Ã lâ??eau et Ã lâ??Ã©lectricitÃ©, grÃ¢ce Ã ses contacts. Des employÃ©s de la ville lui ont dit de ne pas sâ??inquiÃ©ter parce que les maisons lÃ ne causaient pas de dÃ©gÃ¢ts et ne compromettaient pas les projets de la ville.

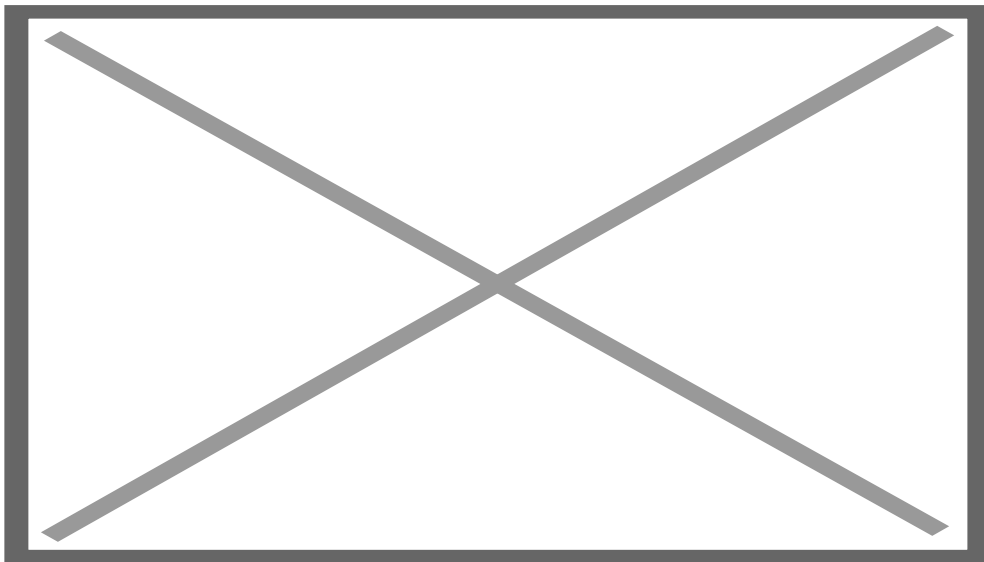
AprÃ¨s 1997, dâ??autres personnes ont commencÃ© Ã emmÃ©nager dans le voisinage. DÃ¨s 1998, nous avons essayÃ© de promouvoir un plan cadre pour le quartier, pour pouvoir connecter toutes les maisons Ã lâ??eau, Ã lâ??Ã©lectricitÃ© et aux lignes tÃ©lÃ©phoniques. La municipalitÃ© a refusÃ© de coopÃ©rer avec nous et a rejetÃ© toutes nos propositions, affirmant que la zone Ã©tait supposÃ©e Ã¢tre un espace vert.

Quand je me suis marié en 2009, je suis resté dans la maison avec ma femme et mes parents. Mes frères et sœurs ont déménagé à Abu Tur.

En 2013, des ordres de démolition ont été adressés à tous les propriétaires du quartier, dont Qusai et moi. Un fonctionnaire de la ville nous a appelés, mon frère et moi, pour une réunion, au cours de laquelle il a déclaré : « Tout incident relatif à la sécurité et lié à un résident du quartier accélèrera la démolition des maisons du quartier ». Nous avons engagé un avocat qui s'est arrangé pour retarder l'exécution des ordres de démolition pendant deux ans. En 2015, nous avons eu des amendes : j'ai eu une amende de 50 000 shekels (12370 euros) et mon frère une de 55000 shekels (13600 euros). Nous payons encore ces amendes à raison de 500 shekels (124 euros) par mois.

Fin 2018, notre avocat nous a dit que les démarches auprès de la ville avaient atteint un cul-de-sac. En mars 2019, le tribunal de district a rejeté l'appel que mon frère et moi avons déposé contre les ordres de démolition et le 17 avril 2019, la ville a démoli des entrepôts et des huttes appartenant à nos voisins, mais pas les maisons elles-mêmes. Mon frère et moi avons réalisé que le moment de partir était arrivé et que nos maisons seraient bientôt démolies. Nos familles vivaient depuis dans un état de peur et d'anxiété. Nous ne pouvions apprécier rien de ce que nous mangions. Nous ne pouvions pas dormir. Nous étions dans un état de désespoir et d'impuissance.

Le jour avant Pâques, une voiture de police est arrivée et les agents ont donné à ma femme et à la femme de mon frère les ordres de démolition. Notre avocat a dit que la démolition ne pouvait pas avoir lieu pendant Pâques, ni si Dieu veut pendant le mois de Ramadan qui arrivait juste après. Mon frère et moi avons veillé à tour de rôle pendant la nuit, parce que les bulldozers pouvaient arriver à n'importe quel moment, de jour comme de nuit.



Ruines de la maison des Burqan. Photo d'Amr Aruri, Bâselem, 30 avril 2019

Pendant ce temps, ma femme et moi emballions nos vêtements et d'autres affaires dans des sacs en plastique, en nous préparant pour les bulldozers. Nous avons commencé à chercher des locations et nous avons été choqués par les prix hors de Silwan et Abu Tur. Les endroits qui

pouvaient convenir à ma famille à assez grands, avec une infrastructure raisonnable, surs pour les enfants, pas sur une route importante à n'étaient disponibles qu'à Beit Hanina, Shuafat ou Beit Safafa. Les loyers dans ces quartiers atteignent facilement 1 000 dollars (890 euros) par mois. Silwan et Abu Tur n'ont pas d'appartements assez grands qui soient surs et appropriés pour les enfants. Même si je trouvais un endroit convenable à Silwan, le propriétaire ne voudrait probablement pas nous le louer parce que nous avons quatre enfants et que les gens ne veulent pas de bruit.

Une fois quelques passés, nous sommes devenus très inquiets. Le 30 avril 2019, j'ai veillé jusqu'à 4h du matin, puis je suis allé me coucher. Deux heures plus tard, mon frère Mahdi m'a réveillé et m'a dit que les forces de police [israéliennes] se déplaçaient dans le quartier et qu'il pouvait entendre un bulldozer. J'ai réveillé immédiatement ma femme et les enfants. Tout le monde était en état de choc. Ils ont commencé à pleurer quand je leur ai dit que notre maison était sur le point d'être démolie.

Mes frères et moi avons commencé à enlever des affaires des deux maisons et nous avons appelé des amis et des parents pour venir nous aider avec les meubles. J'étais dans la chambre, en train de démonter des meubles avec un tournevis quand un commandant de la force de police spéciale est entré et a dit : « Bonjour. Nous sommes venus pour démolir la maison ». J'ai répondu : « C'est un matin pourri » et suis retourné travailler en lui tournant le dos. A ce moment, j'ai entendu quelque chose qui avait l'air d'être un coup de feu et j'ai senti un objet dur me frapper la taille sur le côté gauche. Je pense que le commandant, ou l'officier de police qui était avec lui a tiré sur moi (avec une balle à tête molle).

Je suis tombé sur le sol, en me tordant de douleur. Pendant que je gisais là, des forces de police armées m'ont attaqué. Ils m'ont tiré hors de la maison et m'ont frappé partout avec les crosses de leurs fusils. Ils l'ont fait devant ma femme et mes enfants, et tous mes parents et mes amis. J'ai senti un coup violent au-dessus de mon oeil droit. Le tabassage a duré environ cinq minutes. Ils ont marché sur ma tête, violemment, et ont aussi donné des coups de pied dans mon dos, violemment.

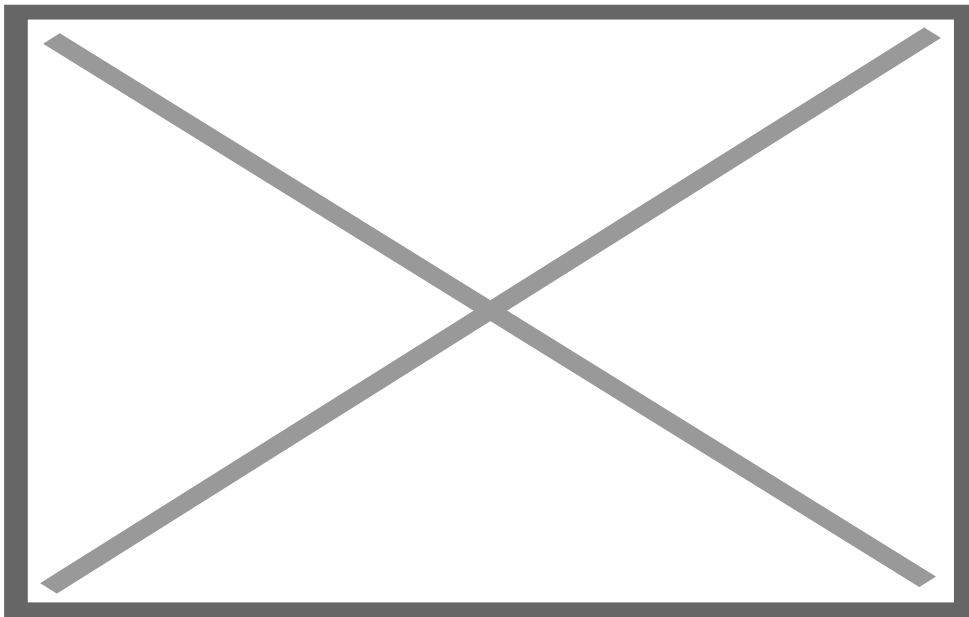
J'ai entendu des membres des forces de police discuter entre eux et dire : « Devons-nous le mettre dans la voiture de police ou le laisser ici pour qu'il voit sa maison être démolie ? ». A la fin, ils m'ont emmené au poste de police d'Oz à Jabal al-Mukabber, les mains liées devant avec des attaches de câble. J'ai pensé à ma femme et à mes enfants. Je savais que la démolition arrivait, mais le tabassage et l'humiliation devant toute ma famille n'étaient pas quelque chose à quoi je m'attendais. J'ai essayé de rester calme pour qu'ils me relâchent et que je puisse retourner auprès de ma famille. L'interrogateur m'a accusé d'avoir essayé d'attaquer un officier de police avec un objet pointu, un tournevis. J'ai dit : « J'étais en train de me servir d'un tournevis pour démonter les meubles de la chambre. C'est l'officier de police qui a fait intrusion dans ma maison et m'a tiré dessus avec une balle à tête molle ». Après l'interrogatoire, j'ai été transféré à l'établissement de détention du poste de police « Russian Compound ».

J'ai été mené devant quelqu'un qui était un infirmier ou un médecin, je ne sais pas lequel des deux. Il a pris des photos des marques sur mon corps et m'a donné du paracétamol (un anti-analgésique en libre accès). Ensuite, ils m'ont emmené dans une cellule. J'étais

tourment, par la douleur et par la pensée de ma femme et de mes enfants : OÙ étaient-ils maintenant ? OÙ allaient-ils passer leur première nuit loin de la maison ? J'étais profondément déprimé, je ne pouvais pas manger, j'ai juste bu de l'eau.

Très tôt le matin suivant, j'ai été emmené de la cellule de détention au tribunal. Le bureau du procureur avait demandé que je reste emprisonné cinq jours, mais le juge a décidé de me laisser seulement jusqu'au vendredi. Je suis retourné à Russian Compound, triste et malheureux. J'ai demandé à voir un médecin et ils m'ont emmené dans une pièce avec l'homme dont je ne sais pas s'il était un infirmier ou un médecin. Il m'a donné du paracétamol et ensuite je me suis évanoui et je suis tombé sur le sol parce que je n'avais rien mangé depuis mon arrestation. Je suis revenu à moi dans la même pièce, branché à une perfusion.

Le jour suivant, à 7h15 du soir, ils m'ont ramené au tribunal. J'y ai vu ma fille Butul. Elle a couru vers moi et le juge a crié : « Comment pouvez-vous laisser cet enfant venir voir son père qui a les mains et les pieds entravés ? ». J'ai dit au juge : « Elle m'a vu me faire battre et elle a vu notre maison démolie. Me voir comme cela n'est pas ce qui va l'effrayer ou la traumatiser ». Le 2 mai 2019, le juge Elzar Bialin a rejeté la motion de la police pour maintenir Anas Burqan en détention cinq jours de plus et l'a envoyé à Anata pour deux semaines. Le juge a ordonné sa remise en liberté et l'a envoyé en résidence surveillée dans la maison de son frère Mahdi à Abu Tur jusqu'au 6 mai 2019. Pendant la démolition de la maison d'Anas Burqan, tout le mobilier possédé par la famille a été détruit. La famille d'Anas et la famille de son frère Qusai ont loué des appartements dans le quartier d'Abu Tur.



Suhaib Burkan un jour après l'incident. Derrière lui, les ruines de la maison familiale. Photo d'Amr Aruri, Bâselem, 1 May 2019

Suhayb Burqan, 20 ans, frère d'Anas Burqan, était à la maison pendant l'attaque. Il en a parlé le 8 mai 2019 dans un témoignage donné à Amr Aruri, chercheur de terrain de Bâselem :

La nuit de la démolition, j  tais aussi au domicile d  Anas et j  ai commenc      sortir les affaires. Pendant qu  Anas d  montait les meubles de la chambre avec un tournevis, deux officiers de police en uniforme noir sont entrés. L  un d  eux nous a dit bonjour et a dit ensuite que la maison allait être démolie ce jour-là. Anas a répondu :   « C  est un jour pourri   ». Ensuite, il s  est retourné et a continué    démonter le mobilier, le dos tourné. Alors, pendant je portais des affaires hors de la maison, j  ai vu un des hommes des forces spéciales tirer une balle    tête molle sur Anas,    bout portant    sans même qu  Anas ne l  approche. J  ai entendu Anas crier, disant :   « On m  a tiré dessus !   ».

Alors des dizaines de membres des forces spéciales ont d  ferl   dans la maison. Ils ont attaqué Anas. Ils l  ont battu, ils ont donné des coups de pieds dans ses bras et ses jambes. Ils l  ont battu avec les crosses de leurs fusils. Ensuite, ils l  ont emmené hors de la maison. Ils ont fait sortir tout le monde de la maison pour aller dans la cour. Ceux qui ne voulaient pas partir étaient battus. j  ai essay   de protéger ma tête avec mon bras gauche et ils l  ont frappé avec la crosse d  un fusil.

J  ai vu Anas se faire battre et deux autres types qui saignaient. Ils ont fait s    loigner tout le monde pour que les bulldozers arrivent et démolissent la maison. A ce moment, une ambulance est arrivée et m  a emmené    l  h  pital al-Maqassed. Ils ont soigné mon bras et l  ont band  . Ensuite nous sommes retournés dans le quartier. Les bulldozers étaient partis.



Ruines de la maison des Burqan. Photo d    Amer   Aruri, B  Tselem, 30 avril 2019

Trad: CG pour l  Agence Média Palestine

Source: [Btselem](#)

date créée
2019/06/19